Pour les agents en CDD de 3 ans, leurs contrats ne pourront pas être rompus et des missions devront leur être proposées si les contrôles cessent.

Continuité de service : La continuité de service est un enjeu majeur, et bien qu'il y aura toujours des agents SIVEP, le nombre et la localisation géographique changeront. Les formations INFOMA devront être adaptées pour l'employabilité future des agents reclassés.

L'UNSA, comme toutes les organisations syndicales, a demandé la tenue d'un CSA (Comité Social d'Administration) exceptionnel en urgence pour disposer d'un ordre du jour officiel et d'un formalisme nécessaire pour les agents.

Elle a spécifiquement insisté pour qu'un **flash info RH soit rapidement diffusé** afin d'informer et de rassurer les agents, qui sont très inquiets, notamment ceux qui se sont installés dans des régions où l'emploi est limité ou qui ont des emprunts. Des questions spécifiques ont été soulevées concernant le devenir des **heures de nuit**, les arrêtés de restructuration, les CDI de droit public, les aides, les formations INFOMA, et la gestion des démissions des collègues contractuels. Les syndicats ont également fait part de craintes concernant la suppression de postes et la difficulté de reclassement des titulaires.

L'UNSA a par ailleurs fortement alerté sur la mise en œuvre des **priorités supra-légales**, demandant une grande vigilance du SRH (Service des Ressources Humaines) et des IGAPS pour éviter que les structures ne tentent de les contourner. Elle a demandé également que, lors de la prochaine réunion de la formation spécialisée ministérielle en novembre, soit évoqué ce point.

L'administration s'est montrée **favorable à la tenue d'un CSA exceptionnel**. Concernant les formations INFOMA, elles seront gérées de manière pragmatique et adaptées pour correspondre aux besoins du MASA et à l'employabilité future des agents. Le MASA a souligné qu'il était difficile d'annoncer des mesures concrètes sans le mandat de négociation de l'Union Européenne. Les **grandes masses RH sont connues**, et seront affinées pendant l'été.

Concernant les **heures de nuit**, il a été précisé que ces sujétions disparaîtront si le nouveau poste n'en comporte pas, et qu'elles sont exclues du complément indemnitaire.

Des **priorités supra-légales seront mises en place au MASA**, probablement en interministériel et même en inter-fonction publique, avec l'appui des préfets locaux pour favoriser les reclassements.

Un **arrêté de restructuration sera pris le plus rapidement possible** pour permettre un accompagnement le plus large possible, listant tous les dispositifs d'accompagnement pour les titulaires et CDI et étant valide pour trois ans.

La **déprécarisation des agents (titularisation) nécessiterait une loi et est jugée très improbable** à ce stade.

Il n'y aura **pas d'engagement sur de nouveaux contrats CDD au-delà du 30 juin 2026**.

L'administration a également précisé que le complément indemnitaire d'accompagnement pourra aller jusqu'à six ans si l'emploi retrouvé est moins bien rémunéré, et qu'une indemnité de départ volontaire sera plus intéressante qu'une rupture conventionnelle. L'objectif principal est que **personne ne se retrouve sans solution**, et les agents sont invités à être acteurs de cette restructuration et de leur mobilité.

Calendrier Prévisionnel :

Les négociations sont dirigées par la Commission européenne, avec un **résultat attendu à l'automne**. Cependant, le **calendrier précis des nouvelles dispositions n'est pas encore connu**. Le MASA estime que la finalisation des négociations prendra plusieurs mois, mais que cela ne durera pas trois ans, avec une **finalisation probable l'année prochaine, pas avant janvier 2026**. La task force devrait se réunir en septembre, et le calendrier avec les organisations syndicales sera défini ensuite.

Le 30 juin 2026 est la date maximale fixée par le MASA pour les CDD des agents SIVEP, mais ce n'est pas nécessairement la date du changement des modalités de contrôle, qui est toujours incertaine.